

assurance-chômage et comment pourra-t-on pourvoir aux besoins des chômeurs sur une grande échelle. Je vous répondrai que l'argent doit venir des ressources naturelles et du crédit national. Certes il n'y a certainement aucun motif d'élever les dividendes des compagnies de chemin de fer jusqu'à un taux qui permette à leurs actionnaires de continuer leurs opérations, ou encore de permettre aux banques de garder leurs intérêts et leurs dividendes, alors que nous refusons à l'ouvrier le strict minimum qui est le moyen de vivre décentement.

Trois facteurs et trois seulement sont nécessaires à la production; et je ne crois pas aller trop loin en l'affirmant. Il nous faut tout d'abord les ressources naturelles, en second lieu l'outillage nécessaire pour mettre en œuvre ces ressources, et enfin, il nous faut en troisième lieu le travail humain. Je n'emploie pas ce terme de "travail" dans son sens étroit, mais plutôt dans le sens large de travail tel qu'il est compris en Europe, qu'il s'agisse de travail manuel ou de travail cérébral. Le travailleur est l'homme qui contribue réellement au maintien de la société. Il nous faut ces trois facteurs et, en ce moment, nous avons au Canada les trois facteurs nécessaires à la production.

Je ne veux pas faire perdre le temps de la Chambre à discourir de nos ressources naturelles. Elles existent ici en abondance. Dans toutes les circonstances, à toutes les réunions de clubs canadiens, les orateurs deviennent éloquentes quand ils entament ce sujet de nos ressources naturelles. Elles sont ici et point ne nous est besoin de les importer d'Europe ou des Etats-Unis. De plus, nous avons aussi au pays les outillages nécessaires pour exploiter et mettre en œuvre ces ressources. On nous a dit que nous avions six ou huit mille milles de chemins de fer de trop. D'un océan à l'autre nous avons des usines qui sont fermées; dans l'Ouest nous avons des scieries qui ont fermé leurs portes et, l'an dernier, plusieurs de nos usines de conserves ne donnaient pas leur plein rendement. Il n'y a pas de doute que le pays ne nous offre toutes les facilités voulues pour exploiter nos industries. Quelques députés doivent se souvenir qu'avant la guerre — je ne me souviens plus si c'était en 1913 ou en 1914 — sir George Paish, éditeur du *Statist*, a dit au peuple canadien qu'il possédait déjà l'outillage nécessaire à pousser la production active dans des proportions trois ou quatre fois plus considérables que ce que nous faisons alors et, à cette époque, il conseillait aux commanditaires

[M. Woodsworth.]

de la Grande-Bretagne de ne plus engager de capitaux dans des entreprises de construction, mais plutôt d'en engager un peu plus dans des entreprises d'une nature purement productive. Il les prévint que s'ils ne suivaient pas ce conseil le Canada ne se trouverait même pas en mesure de payer les intérêts sur les capitaux déjà engagés dans le pays. Nous avons déjà tout l'outillage nécessaire dans le pays. Alors, d'où vient la difficulté? Elle provient essentiellement du fait que nous avons abandonné nos ressources naturelles à des particuliers ou à des corporations qui les ont monopolisées, et que nous avons laissé l'outillage en grande partie aux mains de ces particuliers ou corporations qui cherchent leur profit personnel bien plus que le bien-être du peuple. C'est comme si nous avions entouré d'un mur ces ressources naturelles alors que l'outillage et la main-d'œuvre se trouveraient en dehors du mur incapable de prendre les matières premières nécessaires à la production. A la porte de l'enceinte se trouve le système de crédit contrôlé par des particuliers et appartenant à nos banques et institutions financières, qui déterminent sous quelles conditions nous pouvons entrer ou sortir et sous quelles conditions les affaires du pays se poursuivront. Il me semble que la grande tâche des hommes d'Etat au cours des années qui viennent sera de faire tomber ce mur et de réunir ces trois grands facteurs, le travail, les ressources naturelles et l'outillage qui sont déjà si abondants au Canada.

Je voudrais parler encore quelques instants au sujet de l'allusion faite dans le discours du trône à la question des transports, sans doute l'une des plus importantes pour le peuple du pays. Je désire féliciter le Gouvernement pour avoir affirmé sa détermination de donner un essai loyal à l'exploitation des voies ferrées par le Gouvernement. Plusieurs d'entre nous ont appris cela avec soulagement, car l'impression s'était répandue que l'exploitation nationale n'aurait pas un essai équitable. Nous sommes heureux des assurances que le premier ministre nous a données à ce sujet et je crois que nous pouvons nous fier à l'honorable député de Brome (M. McMaster) qui verra à ce que le bureau de direction dirigeant les chemins de fer Nationaux Canadiens soit composé d'hommes qu'on ne saurait soupçonner de faire passer leurs intérêts particuliers avant ceux de l'Etat. Comme représentant du groupe travailliste j'aimerais voir le Gouverne-